



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 10 AOUT 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2393

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 2 août courant, 1907, de nommer M. Théodore Cantin, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Télesphore, comté de Lévis, en remplacement de M. Joseph Roberge, dont le terme d'office est expiré. 2469

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour de juillet, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières, M. Léandre Jacques, forgeron, de Saint-Didace, comté de Maskinongé. 2449

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-sixième jour du mois de septembre 1902, pour la paroisse de Saint-Stanislas, dans le comté de Champlain, et de nommer par commission en date du trentième jour de juillet 1907, MM. Edwidge Roberge, cultivateur, Joseph Piché, tanneur,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10th AUGUST, 1907.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2304

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION,

Appointment of school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 2nd August instant, 1907, to appoint Mr. Théodore Cantin, school commissioner for the municipality of Saint Télesphore, in the county of Lévis, to replace Mr. Joseph Roberge, whose term of office has expired. 2470

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty ninth day of July, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers, Mr. Léandre Jacques, of Saint Didace, in the county of Maskinongé, blacksmith. 2450

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty sixth day of the month of September, 1902, for the parish of Saint Stanislas, in the county of Champlain, and to appoint by commission dated the thirtieth day of July, 1907, Messrs. Edwidge Roberge, farmer, Joseph Piché, tanner, Amédée Bor-

Amédée Bordeleau, boucher, Gédéon Jacob, cultivateur, et Trefflé Jacob, propriétaire de fromagerie, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt et unième jour de février 1898, pour le canton Eaton, dans le comté de Compton, et de nommer par commission en date du trentième jour de juillet 1907, MM. Samuel W. Dean et Curtis W. Chute, cultivateurs, commissaires de la dite cour.

2447

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }
L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommé et appelé à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
(Québec)

2129

deleau, butcher, Gédéon Jacob, farmer, and Trefflé Jacob, proprietor of a cheese factory, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty first day of February, 1898, for the township of Eaton, in the county of Compton, and to appoint by commission dated the thirtieth day of July, 1907, Messrs. Samuel W. Dean and Curtis W. Chute, farmers, commissioners of the said court.

2448

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWENTIETH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of AUGUST one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear:

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this SECOND day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
(Québec)

2130

Avis du Gouvernement

Québec, 2 août 1907.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 2 août 1907, d'autoriser en faveur de Albert Labelle, notaire public, résidant et pratiquant dans la cité de Hull, comté et district d'Ottawa, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Henry Desjardins, en son vivant notaire public, du même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2459

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes supplémentaires ont été émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du trente et unième jour de juillet 1907, augmentant le capital de "La Compagnie Desjardins" de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'août 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2471

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier jour d'août 1907, incorporant M.M. James N. Greenshields, avocat et Conseil du Roi, Alexander MacLaurin, gérant, Errol Languedoc, avocat, Julian C. Smith, gentilhomme, et Howard Murray, trésorier, tous de la cité de Montréal, dans le but d'acquiescer, acheter ou louer des pouvoirs d'eau de toute description quelconque dans les comtés de Champlain, Saint-Maurice et Portneuf ;

Construire des écluses, quais, moulins, entrepôts, ponts et toute autre construction ou constructions, bâtisse ou bâtisses que la compagnie pourra juger avantageux, nécessaires ou à propos ;

Acquiescer, acheter, louer ou posséder autrement des biens meubles et immeubles tels que requis ;

Faire les affaires, dans les dits comtés de Champlain, Saint-Maurice et Portneuf, d'électriciens, ingénieurs mécaniciens et manufacturiers, travailleurs et commerçants d'électricité, pouvoir moteur, chauffage et éclairage et toutes affaires où l'emploi de l'électricité ou tout autre pouvoir semblable ou autrement sont ou peuvent être utiles, convenables ou essentiels, ou toutes autres affaires de même nature, et de manufacturer et produire soit personnellement ou comme agents, et faire le commerce d'aucun article appartenant aux dites affaires, et tous les appareils, fournitures et choses employés en rapport avec ceux ou avec toutes inventions et patentes ;

Produire et accumuler dans les dits comtés de Champlain, Saint-Maurice et Portneuf, l'électricité et pouvoirs moteurs électriques ou autre agent semblable ou autrement, et l'appliquer pour la production, transmission ou emploi de pouvoir pour éclairage, chauffage et appareils moteurs ou autrement selon qu'il sera à propos, et éclairer les rues, places d'affaires, publiques ou privées, aux moyens d'électricité ou autrement ou les mettre en état d'être éclairées ;

Acquiescer ou acquiescer autrement, et vendre, travailler ou autrement, faire le commerce de terres, d'eau, pouvoir d'eau, pouvoirs d'eau, fournitures et travail de pouvoir d'eau et équipement ou travaux, dans les dits comtés de Champlain, Saint-Maurice et Portneuf ;

Entreprendre, construire, acquiescer et faire les travaux de toute sorte dans les dits comtés de

Government Notices

Québec, 2nd August, 1907.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 2nd of August, 1907, to authorize in favor of Albert Labelle, esquire, notary public, practising and residing in the city of Hull, county and district of Ottawa, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Henry Desjardins, in his lifetime notary public, of the same place, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2460

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of July, increasing the capital of "La Compagnie Desjardins" by one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, the fifth day of August, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2472

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the first of August, 1907, incorporating Messrs. James N. Greenshields, advocate and King's Counsel, Alexander MacLaurin, manager, Errol Languedoc, advocates, Julian C. Smith, gentleman, and Howard Murray, treasurer, all of the city of Montreal, for the purpose to acquire, purchase or lease waterpowers of all and any description whatsoever in the counties of Champlain, Saint-Maurice and Portneuf ;

To erect thereon dams, wharves, mills, warehouses, bridges and all and any other construction or constructions, building or buildings, as the company may deem advantageous, necessary or proper ;

To acquire, purchase, lease or otherwise hold real estate and immoveable property as it may require ;

To carry in the said counties of Champlain, Saint Maurice and Portneuf, on the business of electricians mechanical engineers and manufacturers and workers and dealers in electricity, motive power, heat and light and any business in which the application of electricity or any power like or otherwise is or may be useful, convenient or essential, or any other business of a like nature and to manufacture and produce and either as principals or agents trade and deal in with any article belonging to such business and all apparatus, appliances and things used in connection there with or with any inventions and patents ;

To in the said counties of Champlain, Saint Maurice and Portneuf, produce and accumulate electricity and electro-motive powers or other agency similar or otherwise, and to apply the same for the production, transmission or use of power for lighting, heating and motive apparatus or otherwise that may be thought advisable, and to light streets, places of business, public or private, by means of electricity or otherwise or to enable the same to be lighted ;

To in the said counties of Champlain, Saint Maurice and Portneuf, purchase or otherwise acquire and to sell, work or otherwise deal with land, water, water power, water powers, supplies and water power work and equipment or works ;

To in the said counties of Champlain, Saint Maurice and Portneuf undertake, construct, acquire and

ChAMPLAIN, Saint-Maurice et Portneuf, concernant toute affaire de la compagnie et passer tous tels contrats et faire tels arrangements qui peuvent être nécessaires pour la mise en opérations d'iceux ;

Posséder du stock des compagnies faisant les affaires d'une même nature, et en général de faire toutes choses ayant rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "The Saint Maurice Hydraulic Company", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce cinquième jour d'août 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2473

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1907, constituant en corporation MM. Ernest Frederick Wurtele, comptable, John Duncan Cameron, entrepreneur, James Guthrie Scott, gérant de chemin de fer, John Clapham McLimont, marchand, John Theodore Ross, marchand, tous de la cité de Québec, dans le but de faire en général les affaires de vente en gros ou de commerce ;

Ouvrir, développer, travailler, fondre et conduire des mines d'asbeste, de fer et autres mines, et acheter des minéraux de toute sorte et en disposer ;

Chercher de nouvelles propriétés minières, acquérir par achat, bail ou autres titres légaux, des terrains miniers et autres propriétés minières, et en disposer de la même manière ;

Construire et maintenir des bâtisses, magasins et maisons à logement, les louer et en disposer ;

Acquérir par achat, bail ou autres titres légaux des pouvoirs d'eau et les développer, et en rapport avec iceux, produire, manufacturer et fournir l'éclairage, le chauffage et le pouvoir pour les fins de leurs affaires dans le comté du Saguenay ;

Construire des fournaies, chemins, quais, bassins, bureaux et toutes les bâtisses nécessaires, et acheter, louer et construire des vaisseaux à vapeur et autres pour les fins de la compagnie, conformément aux statuts révisés de Québec, article 5225 et suivant ;

Emprunter de l'argent pour aucun des objets de la compagnie, émettre des bons ou débentures et les garantir par hypothèque sur l'entreprise, et garantir aucune ou toute la propriété en la possession de la compagnie ou qu'elle pourra acquérir pour les garantir ;

Acquérir par bail ou achat tous les biens meubles et immeubles nécessaires pour la mise en opération de l'entreprise de la compagnie, et en général de faire toutes choses en rapport ou nécessaires pour les fins des objets de la compagnie, sous le nom de "The Northern Quebec Mining and Development Company", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce cinquième jour d'août 1907.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

2475

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juillet 1907, constituant en corporation MM. P. Calixte Neault, commerçant, député à la législature de Québec, Pierre Jacques, rentier, Aimé Ally, entrepreneur, Oscar Nobert, négociant, P. Leo Smythe, gérant de banque, Pierre Edouard Blondin, notaire, et Alcide Goyette, agent, tous de la ville de Grand'Mère, dans le but suivant : de faire les affaires d'une compagnie de mine, de moulins de réduction et de développement ; chercher, ouvrir,

carry on works of all kinds relating to any business of the company, and to enter into any such contracts and make such arrangements as may be necessary to carry out the same ;

To hold stock in companies carrying on business of a similar nature, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, by the name of "The Saint Maurice Hydraulic Company," with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this fifth day of August, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2474

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of August, 1907, incorporating Messrs. Ernest Frederick Wurtele, accountant, John Duncan Cameron, contractor, James Guthrie Scott, railway manager, John Clapham McLimont, merchant, John Theodore Ross, merchant, all of the city of Quebec, for the purpose of carrying on a general wholesale or trading business ;

To open, develop, work, smelt and manage asbestos, iron and other mines and purchase and dispose of minerals of all kinds ;

To prospect for new mining properties, to acquire by purchase, lease or other legal titles, mining lands and other mineral properties and dispose of the same in the same manner ;

To construct and maintain buildings, stores, dwelling houses and lease and dispose of the same ;

To acquire by purchase, lease or other legal title water powers and to develop the same and in connection therewith to produce manufacture and supply light, heat and power for the purpose of their business in the county of Saguenay ;

To construct furnaces, roads, tramways, wharves, docks, offices and all necessary buildings and purchase, lease and construct steam and other vessels for the purposes of the company according to revised statutes of Québec, article 5225 and following ;

To borrow or raise money for any of the purposes of the company, to issue bonds or debentures and secure the same by mortgage on the undertaking and pledge any or all the property of the company present or to be acquired to secure the same ;

To acquire and dispose by lease or purchase of all property moveable or immovable necessary for the proper carrying out of the company's undertaking and generally to do all matters and things as are incidental or necessary to the due attainment of the object of the company, by the name of "The Northern Quebec Mining and Development Company", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this fifth day of August, 1907.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

2476

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty ninth day of July, 1907, incorporating Messrs. P. Calixte Neault, trader, member of the Legislature of Québec, Pierre Jacques, gentleman, Aimé Ally, contractor, Oscar Nobert, merchant, P. Leo Smythe, bank manager, Pierre Edouard Blondin, notary and Alcide Goyette, agent, all of the town of Grand'Mère, for the following purposes : to carry on the business of a mining company, of smelting the ore and opening up the mine ; of prospecting,

explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon, de fer, d'asbeste et autres mines, minéral et autres dépôts et propriétés, et de creuser, lever, éroaser, laver, fondre, essayer, analyser, réduire et amalgamer, et autrement traiter les métaux et minéraux appartenant ou non à la compagnie et les rendre propres pour le commerce, et de les vendre ou toute partie ou intérêt d'iceux, et en disposer autrement, acquérir par achat, loyer, concession, licence, échange ou tout autre titre légal, des mines, terrains miniers, droits, propriété minière ou tout intérêt y ayant rapport, métaux et minéraux et droits de mine, options, pouvoirs, privilèges et autres droits et eau, droits de patentes, lettres patentes d'inventions, opérations et machines et autres inventions indispensables ou conditionnelles, soit solidairement ou conjointement avec autres, et comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et de louer, hypothéquer, placer sous licence, vendre, en disposer et faire autrement le commerce d'iceux ou toute partie d'iceux, ou tout intérêt y ayant rapport : construire, maintenir, travailler et mettre en opération, sur la propriété de la compagnie, ou sur la propriété contrôlée par la compagnie, des pouvoirs d'eau, chemins, jetées, quais, bâtisses, manufactures, boutiques, moulins et autres travaux et machines, matériel et fournitures électriques ou autre de toute description ; acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises, effets, fournitures, provisions, biens et effets requis par la compagnie ou par les ouvriers et autres employés ; prendre, acquérir et posséder comme considération de minéraux et métaux, ou minéraux vendus, ou en disposer autrement ou pour effets fournis, ou par travail fait par contrat ou autrement, des actions, débetures, obligations ou autres garanties de la compagnie ou de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie, et de les vendre ou en disposer autrement ; faire aucun arrangement de partage de profits, union d'intérêts ou coopération avec toute autre personne ou compagnie faisant ou étant sur le point de faire aucune affaire ou transaction qui peuvent être au bénéfice de cette compagnie ; acheter ou acquérir autrement et entreprendre tous ou aucune partie de l'actif, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes d'aucune personne ou compagnie faisant aucune partie des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant une propriété convenable pour les fins d'iceux, et de payer pour tels achats ou telles acquisitions, soit en argent ou en actions complètement payés de cette compagnie, ou partie en argent ou en partie dans les dites actions de cette compagnie ; faire tous les actes, affaires, et choses en rapport ou nécessaires au progrès des susdits objets ou aucun d'eux ; louer, vendre la propriété et l'actif de la compagnie ou aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, y compris les actions, obligations ou garanties d'aucune compagnie achetant ou requérant icelles ; Aider par garantie, endossement, avances ou autrement, toute compagnie dont les actions du fonds social auront été acquises et seront en la possession de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Minière de la Vallée du Saint-Maurice", avec un capital de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour d'août 1907.

2445 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 7 août 1907.

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Crawford Land Company," corps politique et incorporé, a été dissoute conformément à la loi.

2507 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

opening, exploring, developing, working, improving, maintaining and managing mines of gold, of silver, of copper, of coal, of iron, of asbestos and other mines, minerals and other deposits and properties and to dig for, raise, crush, wash, smelt, test, analyze, reduce, amalgamate and otherwise treat the metals and minerals belonging to or not belonging to the company and to fit them for trade and to sell them or all parts of them or interest in them and otherwise to dispose of them ; to acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or every other legal title, the mines, mining lands, rights, mining property or every interest in connection with it, metals and minerals and mining rights, options, powers, privileges and other rights and water, patent rights, letters patent of inventions, operations and machines and other inventions indispensable or conditional, either alone or jointly with others and as principals, agents, contractors or otherwise ; and to lease, hypothecate, place under license, sell, dispose of and otherwise do business with the same or with all parts of the same or with all interests connected with the same ; to build, maintain, work and put into operation on the property of the company or on the property controlled by the company, water powers, roads, jetties, wharves, buildings, manufactures, shops, mills and other works and machines, material and electrical furnishings or others of every description ; purchase, sell or manufacture and to do business in all sorts of effects, furnishings, provisions, goods and effects required by the company or by the workmen or other employees : to take, acquire and possess as consideration of mineral and metal, or minerals sold ; or to dispose of otherwise or for effects furnished or by labor done by contract or otherwise, of shares, debentures, obligations and other securities of the company or of every other company having the same objects as those of this company, or to sell or dispose of them otherwise ; to make any arrangements for division of profits, union of interests or cooperation with every other person or company doing or being on the point of doing any business or transaction which might be of benefit to this company ; to buy or otherwise to acquire and undertake all or any part of the assets, affairs, properties, privileges, contracts, rights, obligations and debts of any person or company doing any part of the business, which this company is authorized to do, or owning a property suitable for the purposes of the same, and to pay for such purchases or such acquisitions either in money or in fully paid up shares of this company or part in money and part in the said shares of this company ; to do all the acts, business and things in connection with or necessary to the progress of the above objects or any of them ; to lease, sell the property and the assets of the company or any part of the same for such consideration as the company shall think proper or dispose of the same otherwise, including the shares, obligations or securities of any company purchasing or requiring the same.

To assist by security, endorsement, advances or otherwise, every company the shares of which shall have been acquired by and shall be in the possession of the company, under the name of "La Compagnie Minière de la Vallée du Saint-Maurice", with a capital of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this second day of August, 1907.

2446 L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 7th August, 1907.

Notice is hereby given that the company "The Crawford Land Company," a body politic and corporate, has been dissolved according to law.

2508 L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au Département des Terres et Forêts, Québec, le 3 septembre 1907 et jours suivants, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ.

Sous-ministre.

Département des Terres et Forêts.

2493

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par François Xavier Alphonse Boisseau, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en les cité et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph Philias Bazinet, en son vivant notaire public, pratiquant en les cité et district de Saint-Hyacinthe, ainsi que les minutes, répertoire et index de Hilaire Renaud Blanchard, en son vivant notaire public, pratiquant au même lieu, dont le dit J. P. Bazinet, était cessionnaire en vertu d'un arrêté en conseil, en date du cinq novembre 1901, conformément aux dispositions du code du notariat.

JOS. BOIVIN,

2281.3

Sous-secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant es dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Department of Lands and Forests, Quebec, on the 3rd September, 1907 and following days, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining a license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,

Deputy Minister.

Department of Lands and Forests.

2494

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by François Xavier Alphonse Boisseau, esquire, notary public, practising and residing in the city and district of Saint Hyacinth, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Philias Bazinet, in his lifetime notary public, of the city and district of Saint Hyacinth, as also of the minutes, repertory and index of Hilaire Renaud Blanchard, in his lifetime notary public, practising at the same place, of which the said J. P. Bazinet was transferee in virtue of an order in council, dated the fifth of November, 1901, pursuant to the provisions of the notarial code.

JOS. BOIVIN,

2282

Deputy Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner,

des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2395

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glassoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le

give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2396

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any indivi-

déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réajustement d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être répété sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger. L'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en cas de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills sont soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de

dual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician,

médecin, d'arpenteur, d'arctitecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le récommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

2397

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que "L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montreal" fera appli-

surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

2398

Application to the Legislature

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, "The Montreal Street Railway Mutual Benefit Associa-

cation à la prochaine session de la législature de Québec, pour obtenir des pouvoirs plus amples et demandera à ce que les employés de la "Compagnie du chemin de fer du Terminal" forment partie de l'Association, et à ce qu'il soit donné de plus amples pouvoirs au bureau d'administration.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs des requérants.
Montréal, 7 août 1907. 2499

tion" shall apply for further powers and ask that the employees of the "Montreal Terminal-Railway Company" be allowed to form part of the association, and that the board of management be given further powers.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Solicitors for applicants.
Montreal, 7th August, 1907. 2500

Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE TÉMISCOUATA.

Aux habitants des municipalités des paroisses de Notre-Dame du Lac, de Saint-Louis du Ha! Ha! et de la paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, Félix Alonzo Talbot, secrétaire-trésorier, de la susdite municipalité; que le conseil de la municipalité du comté de Témiscouata, à sa session générale tenue à l'Isle-Verte, au palais de justice, lieu ordinaire des sessions de ce conseil de comté, mercredi, le douzième jour de juin mil neuf cent sept, à dix heures de l'avant-midi, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec, à laquelle session sont présents: M. le préfet Willie Leclerc, maire de la paroisse des Trois Pistoles, et les conseillers suivants: MM. Arthur Marquis, maire de la paroisse de Cacouana, Edouard Côté, maire du village de Cacouana, Calixte Michaud, maire de la paroisse de l'Isle Verte, Cirice Godbout, maire de la paroisse de Saint-Eloi, Edouard Caron, maire de la paroisse de Saint Paul de la Croix, Thomas Gagnon, maire de la paroisse de la Rivière du Loup, William Marquis, maire de la paroisse de Saint-Epiphanie, François April, maire de la paroisse de Saint-Hubert, George Levasseur, maire de la paroisse de Saint Modeste, François Dionne, maire de la paroisse de Notre-Dame du Portage, Euchariste Bélanger, maire de la paroisse de Saint-Antonin, George Plourde, maire de la paroisse de Notre-Dame du Lac, Ephrem Pelletier, maire de Saint-Louis du Ha! Ha! Charles Caron, maire du canton Hocquart, George April, maire de la paroisse de Saint-Clément, Stanislas Roy, maire de la paroisse de Saint-Arsène, Hermias Lapointe, maire de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, et Godfroid Morin, maire du canton Armand, formant un quorum du conseil, sous la présidence de M. le préfet, a passé la résolution suivante:

M. Ephrem Pelletier propose, secondé par M. Arthur Marquis:

Attendu que le révérend M. Ernest Gagnon, M. Donald Fraser & Fils, et autres, propriétaires ou occupants de terres ou lots situés en la paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano, dans le dit comté de Témiscouata, ont, par leur requête, en date du 20 février 1907, soumise à ce conseil, à sa session du 13 mars 1907, demandé que ce conseil de comté adoptât les procédés voulus par la loi, pour ériger en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano", tout ce territoire compris dans les limites actuelles de la paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano;

Attendu que ce conseil ayant pris cette requête en considération, a autorisé le secrétaire-trésorier de ce conseil à donner les avis publics requis par la loi, et qu'il est constaté que ces avis ont été donnés et publiés tels que voulu par la loi;

Attendu que la susdite paroisse canonique et

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TÉMISCOUATA.

To the inhabitants of the municipalities of the parishes of Notre Dame du Lac, of Saint Louis du Ha! Ha! and of the canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano.

Public notice is hereby given by the undersigned, Félix Alonzo Talbot, secretary treasurer of the above named municipality; that the council of the municipality of the county of Témiscouata, at its general session held at l'Isle Verte, at the court house, the ordinary place of sessions of this county council, Wednesday, the twelfth day of June, one thousand nine hundred and seven, at ten of the clock in the forenoon, pursuant to the provisions of the municipal code of the province of Quebec, at which session were present: the warden, Mr. Willie Leclerc, mayor of the parish of Trois Pistoles, and the following councillors: Messrs. Arthur Marquis, mayor of the parish of Cacouana, Edouard Côté, mayor of the village of Cacouana, Calixte Michaud, mayor of the parish of l'Isle Verte, Cirice Godbout, mayor of the parish of Saint Eloi, Edouard Caron, mayor of the parish of Saint Paul de la Croix, Thomas Gagnon, mayor of the parish of Rivière du Loup, William Marquis, mayor of the parish of Saint Epiphane, François April, mayor of the parish of Saint Hubert, George Levasseur, mayor of the parish of Saint Modeste, François Dionne, mayor of the parish of Notre Dame du Portage, Euchariste Belanger, mayor of the parish of Saint Antonin, George Plourde, mayor of the parish of Notre Dame du Lac, Ephrem Pelletier, mayor of the parish of Saint Louis du Ha! Ha! Charles Caron, mayor of the township of Hocquart, George April, mayor of the parish of Saint Clement, Stanislas Roy, mayor of the parish of Saint Arsene, Hermias Lapointe, and Godfroid Morin, mayor of the township of Armand, forming a quorum of the council, the warden presiding, passed the following resolution:

Mr. Ephrem Pelletier moved, seconded by Mr. Arthur Marquis:

Whereas the reverend Mr. Ernest Gagnon, Mr. Donald Fraser & Son, and others, owners or occupants of farms or lots situate in the canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano, in the said county of Témiscouata, have, by their petition, dated the 20th February, 1907, submitted to this council, at its session of the 13th March, 1907, requested that this county council do adopt the proceedings required by law, to erect into a separate municipality under the name of the "Municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano", all the territory comprised in the present limits of the canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano.

Whereas this council having taken this petition into consideration, has authorized the secretary-treasurer of this council to give the public notices required by law, and that it is established that these notices have been given and published as required by law;

Whereas the said canonical and civil parish of

civile de Saint-Mathias de Cabano contient une population de trois cents âmes et plus, et qu'il reste dans les municipalités des paroisses de Notre-Dame du Lac et de Saint-Louis du Ha! Ha! dont la paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano a été en partie détachée, une population d'au moins trois cents âmes;

Attendu que le dit conseil, après avoir entendu les parties intéressées et avoir mûrement délibéré, est d'avis qu'il est juste, équitable et pour l'avantage de toutes les parties intéressées de faire droit à la dite requête :

Et attendu que toutes les formalités requises par la loi, en pareil cas, ont été remplies, qu'il soit résolu, en conséquence :

1^o Que le conseil municipal du comté de Témiscouata, par la présente résolution, érige, pour les fins d'administration municipale, la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, qui est entièrement située dans le comté de Témiscouata, (contient une population de trois cents âmes et plus, tel que susdit), et qui a été constituée en paroisse canonique et civile, en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano," avec les mêmes bornes et limites que celles de la paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano, telles que décrites dans la proclamation de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, sir L. A. Jetté, en date du 19^{ème} jour de novembre 1906, publiée dans la *Gazette Officielle* de la province de Québec du 24^{ème} jour de novembre 1906.

2^o Que les parties de la dite municipalité de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano qui formaient, jusqu'ici, partie des municipalités locales des paroisses de Notre-Dame du Lac et de Saint-Louis du Ha! Ha! et de parties de territoires non encore organisés, situés en ce comté, en soient dorénavant détachées.

3^o Que tous les frais relatifs à l'érection de cette nouvelle municipalité de paroisse, notamment les frais se rapportant à la requête susmentionnée, du révérend M. Ernest Gagnon et autres, en date du 20 février 1907, et à la requête du révérend M. M. U. T. Dumas, en date du 11 février 1905, soient payés par le conseil municipal de la nouvelle municipalité de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, aussitôt que le dit conseil municipal sera organisé.

4^o Que copie de la présente résolution, avec tous les documents nécessaires, soient transmis au lieutenant-gouverneur en conseil, pour approbation.

Adopté.

Et que la dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, le deux août courant (2 août 1907).

(Signé) F. A. TALBOT,
Secrétaire-trésorier C. M. C. T.

(Vraie copie),

F. A. TALBOT,
Secrétaire-trésorier C. M. C. T.

Donné à Cacouana, ce 5^e jour d'août mil neuf cent sept. 2487

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de La Présentation, dans le comté de Saint-Hyacinthe, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporé, en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des statuts refondus de la province de Québec.

CHAS DUQUETTE,
Secrétaire.

La Présentation, 5 août 1907. 2483

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 314.

Dame Albina Lemaitre dit Augé, de la ville de Saint-Louis, dit district, épouse commune en biens de Alfred Boire, menuisier, du même lieu, et

Saint Mathias de Cabano contains a population of three hundred souls and more, and that there remains in the municipalities of the parishes of Notre-Dame du Lac and of Saint-Louis de Ha! Ha! from which the canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano has been in part detached, a population of at least three hundred souls;

Whereas the said council, after having heard the parties interested and maturely deliberated, considers that it is just, equitable and to the advantage of all the parties interested to grant the said petition;

And whereas all the formalities required by law, in such case, have been fulfilled, that it be resolved in consequence:

1. That the municipal council of the county of Temiscouata, by the present resolution, erects, for the purposes of municipal administration, the parish of Saint Mathias de Cabano, which is entirely situated in the county of Temiscouata (contains a population of three hundred souls and more as above stated), and which has been constituted a canonical and civil parish, into a separate municipality under the name of the "Municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano", with the same bounds and limits as those of the canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano, as described in the proclamation of His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, Sir L. A. Jetté, dated the 19th day of November, 1906, published in the *Official Gazette* of the province of Quebec, on the 24th day of November, 1906.

2. That the parts of the said municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano, which heretofore formed parts of the local municipalities of the parishes of Notre-Dame du Lac and of Saint-Louis du Ha! Ha! and the parts of the territories not yet organized, situate in this county, be detached from it for the future.

3. That all the costs in connection with the erection of this new parish municipality, particularly the costs of the above mentioned petition of the reverend Mr. Ernest Gagnon and others, dated the 20th February, 1907, and of the petition of the reverend Mr. M. U. T. Dumas, dated the 11th of February, 1905, be paid by the municipal council of the new municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano, so soon as the said municipal council shall be organized.

4. That a copy of the present resolution with all necessary documents be transmitted to the Lieutenant Governor in council, for approved.

Adopted.

And that the said resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor in council, on the second day of August instant (2nd August, 1907).

(Signed) F. A. TALBOT,
Secretary treasurer M. C. C. T.

(True copy),

T. A. TALBOT,
Secretary treasurer M. C. C. T.

Given at Cacouana, this 5th day of August, nineteen hundred and seven. 2488

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of La Présentation, in the county of Saint-Hyacinthe, having complied with the provisions of the law, is constituted a body politic and corporate, in virtue of section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Québec.

CHAS. DUQUETTE,
Secretary.

La Présentation, 5th August, 1907. 2484

Province of Québec. }
District of Montréal. } Superior Court.
No. 314.

Dame Albina Lemaitre dit Augé, of the town of Saint-Louis, said district, wife common as to property of Alfred Boire, joiner, of the same place,

fâment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 7 août 1907. 2495

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2405.

Dame Paulina Silberman, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Herman Stein, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Herman Stein, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la susdite cause.

LOUIS S. MARGOLESE,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 24 juillet 1907. 2421.2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.
No 261.

Dame Bernadette Laframboise, du village de Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, épouse commune en biens de Ernest Bouvrette, ferblantier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

ETHIER & LALANDE,
Procureurs de la demaundersse.

Sainte-Scholastique, 4 juillet 1907. 2401.2

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
No 4817.

Dame Marie Rosilda Blanchard, épouse commune en biens d'Aristide Prudhomme, commerçant, tous deux de la cité de Sorel, district de Richelieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Aristide Prudhomme Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

G. E. MATHIEU,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 15 juillet 1907. 2245.4

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } Cour Supérieure.
No 78.

Arméline Girard, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Jules Raymond, entrepreneur, du même lieu.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 11 juillet 1907. 2327.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3251.

Dame Eméliana St Denis, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Camille Bertrand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Camille Bertrand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, dans la présente cause.

BEAUREGARD, RAINVILLE
& ST. JULIEN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 30 juillet 1907. 2479

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.

Avis est donné par les présentes que, Dame Jennie Cook, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse de Andrew William Dewar, commerçant, du même lieu, a, ce jour, intenté une

and duly authorized à ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys of the plaintiff.

Montreal 7th August, 1907. 2496

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2405.

Dame Paulina Silberman, of the city and district of Montreal, wife common to the property of Herman Stein, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Herman Stein, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in the above case

LOUIS S. MARGOLESE,
Attorney for plaint ff.

Montreal, 24th July, 1907. 2422

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } Superior Court.
No. 261.

Dame Bernadette Laframboise, of the village of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, wife common as to property of Ernest Bouvrette, tinman, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

ETHIER & LALANDE,
Attorneys for the plaintiff.

Sainte-Scholastique, 4th July, 1907. 2402

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } Superior Court.
No. 4817.

Dame Marie Rosilda Blanchard, wife common as to property of Aristide Prudhomme, trader, both of the city of Sorel, district of Richelieu, Plaintiff ;

vs

The said Aristide Prudhomme, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the Defendant.

G. E. MATHIEU,
Attorney for Plaintiff.

Sorel, 15th July, 1907. 2246

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } Superior Court.
No. 78.

Arméline Girard, of the city and district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Jules Raymond, undertaker, of the same place.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 11th July, 1907. 2328

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3251.

Mrs. Eméliana St. Denis, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Camille Bertrand, of the same place, and duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Camille Bertrand, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in the above case.

BEAUREGARD, RAINVILLE
& ST. JULIEN,
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 30th July, 1907. 2480

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.

Notice is hereby given that, Dame Jennie Cook, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife of Andrew William Dewar, of the same place, trader, has, this day, instituted an action for

action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 8 juillet 1907. 2185.5

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure*
No 3515.

Dame Philomène Campbell, de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, district de Rimouski, épouse de Théophile Bouchard, du même lieu, journalier, dûment autoriser à ester en justice, a, le 25 juin 1907, intenté contre le dit Théophile Bouchard, une action en séparation de biens.

TESSIER, FISET & TESSIER,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 9 juillet 1907. 2203.5

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE
MONTMAGNY.

Aux habitants de cette municipalité et de Notre-Dame du Rosaire.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par le soussigné, F. G. Bernier, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité; que, à une séance spéciale du conseil de la susdite municipalité, convoquée par moi et tenue le 20 juin 1907, à l'hôtel-de-ville, ville de Montmagny, le conseil a passé la résolution suivante :

Proposé par M. le maire Arthur Fournier, secondé par M. le maire Edouard Morin que : attendu qu'une requête de J. Bte Pruneau et autres, demandant l'érection en municipalité d'une partie du canton Armagh a été soumise à ce conseil, qu'il soit fait droit à la dite requête, et que cette partie du canton Armagh, située dans et faisant partie de la partie de la paroisse de Notre-Dame du Rosaire et comprenant les lots du cadastre suivant, savoir : 1° Les rangs un et deux sud-est, depuis le numéro un jusqu'au numéro trente inclus. 2° Les rangs un, deux, trois et quatre et cinq nord-ouest, depuis le numéro un jusqu'au numéro (29) vingt-neuf inclus, soient détachés de la paroisse du Rosaire et soient érigées en municipalité sous le nom de "Municipalité de la partie Est du canton Armagh". Et que par un décret de l'exécutif, en date du 20 juillet courant, la dite résolution a été approuvée par M. le lieutenant-gouverneur.

Donné ce vingt-septième jour de juillet mil neuf cent sept.

F. G. BERNIER,
Secrétaire-trésorier,
C. M. C. M.

(Certifié vraie copie),
F. G. BERNIER, sec.-trés. 2365.2

Avis de Faillites

Distric d'Arthabaska.—Cour Supérieure.

In re Ernest Bourque, commerçant, de Daveluyville, Fail i.

Le dit failli a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Arthabaska, le vingt-neuvième jour de juillet dernier.

F. X. LEMIEUX,
Gardien provisoire.
Arthabaska, 1er août 1907. 2463

separation as to property against her said husband, before the said court.

P. A. CHASSÉ,
Attorney for the plaintiff.
Saint Johns, 8th July, 1907. 2186

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 3515.

Dame Philomene Campbell, of the parish of Sainte Marie de Sayabec, district of Rimouski, wife of Theophile Bouchard, of the said place, laborer, duly authorized for the purpose of the present suit, has, on the 25th June, 1907, taken an action in separation as to property against the said Theophile Bouchard.

TESSIER, FISET & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 9th July, 1907. 2204

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
MONTMAGNY.

To the inhabitants of this municipality and of Notre Dame du Rosaire.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the undersigned, F. G. Bernier, secretary treasurer of the said municipality; that, at a special meeting of the council of the said municipality, called by me and held on the 20th day of June, 1907, at the city hall, in the town of Montmagny, the council passed the following resolution :

Moved by mayor Arthur Fournier, seconded by mayor Edouard Morin that seeing that a petition of J. Bte Pruneau and others, asking for the erection into a municipality of a part of the township of Armagh has been presented to this council, the said petition be granted, and that that part of the township of Armagh, situate in and forming part of the part of the parish of Notre Dame du Rosaire and comprising the following lots of the cadastre, to wit : 1. The ranges one and two south east, from number one to number thirty inclusive. 2. The ranges one, two, three, four and five north west, from the number one to number twenty nine (29) inclusive, be detached from the parish du Rosaire and be erected into a municipality under the name of the "Municipality of the Eastern part of the township Armagh". And that by an order in council, dated the 20th July instant, the said resolution has been approved by the Lieutenant Governor

Given this twenty seventh day of July, one thousand nine hundred and seven.

F. G. BERNIER,
Secretary treasurer,
M. C. C. M.

(Certified a true copy),
F. G. BERNIER, sec. treas. 2366

Bankrupt Notices

District of Arthabaska.—Superior Court.

In re Ernest Bourque, trader, of Daveluyville, Insolvent.

The said insolvent has made an abandonment of his properties for the benefit of his creditors, in the office of the protonotary, at Arthabaska, the twenty ninth day of July last.

F. X. LEMIEUX,
Provisional guardian.
Arthabaska, 1st August, 1907. 2464

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 38.

Ann Ward, Demanderesse ;

et

Andrew W. Dewar, Défendeur.

Avis est donné que le premier jour d'août courant 1907, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Andrew W. Dewar, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

CHAS. ARPIN,
Curateur.

Bureau : 31, rue Longueuil.
Saint Jean, P. Q., 5 août 1907. 2457

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1268.

Dans l'affaire de W. A. Bertrand, marchand,
Québec, Insolvable ;

et

Dame Alvine Giguère-Bertrand,
Créancière réclamant session.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'il a déposé son bilan au bureau du protonotaire à Québec, le 1er août 1907.

ALPHONSE HUARD, N. P.,
Gardien provisoire.

Québec, 6 août 1907. 2477

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de M. Steel & Co., de Richmond, payable le ou après le 26 août 1907.

DONALD M. ROWAT,
Curateur.

2455

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Fortier Frères, marchands,
Faillis.

Avis est par le présent donné que le 2 août 1907, les dits faillis ont fait une cession de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire pour la cour supérieure, à Montréal.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier. 2461

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de C. Mignault, Demandeur ;

vs

Onésime Octeau, restaurateur, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 2e jour d'août 1907, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 5 août 1907. 2489

AVIS.

Dans l'affaire de Geo. D. Harper & Co.,
Faillis.

Avis est par le présent donné que les soussignés, comptables licenciés, ont été nommés curateurs conjoints dans la susdite affaire.

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 38.

Ann Ward, Plaintiff ;

and

Andrew W. Dewar, Defendant.

Notice is given that on the first of August instat, 1907, the undersigned was named by an order from the court, curator to the insolvent estate of above defendant who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Claims, under oath, must be produced in my hands in the thirty days following this present notice.

CHAS. ARPIN,
Curator.

Office : 31, Longueuil street.
Saint Johns, P. Q., 5th August, 1907. 2458

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1268.

In the matter of W. A. Bertrand, merchant, Quebec,
Insolvent ;

and

Dame Alvine Giguère-Bertrand,
A creditor demanding assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his estate for the benefit of his creditors, and that he has filed his statement at the office of the protonotary at Quebec, on the 1st of August, 1907.

ALPHONSE HUARD, N. P.,
Provisional guardian.

Québec, 6th August, 1907. 2478

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the matter of M. Steel & Co., of Richmond, payable on or after the 26th August, 1907.

DONALD M. ROWAT,
Curator.

2455

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Fortier Frères, merchants,
Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvent have, the 2nd of August, 1907, made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the protonotary for the superior court, at Montreal.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. provisional guardians.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street. 2462

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of C. Mignault, Plaintiff ;

vs

Onésime Octeau, restaurant keeper, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, of the 2nd day of August, 1907, I have been named curator to the estate of the said defendant, of which he has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East.
Montreal, 5th August, 1907. 2490

NOTICE.

In the matter of Geo. D. Harper & Co.,
Insolvents.

Notice is hereby given that the undersigned, chartered accountants, have been appointed joint curators in the above matter.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les biens des susdits failis sont, par le présent, requises de les produire dans notre bureau sous 30 jours de cette date.

G. A. SAVAGE,
A. K. FISK.
Curateurs conjoints.

Bureau de Savage & Fisk.
Comptables licenciés,
Sovereign Bank Building.
Montréal, 7 août 1907. 2505

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*
No. 139.

In re Alfred Morin, voiturier, Saint-Philippe d'Argenteuil, P. Q.

Avis est donné que le cinquième jour d'août 1907, le dit faili a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Terrebonne.

A. LAMARCHE,
Subrogé gardien provisoire.

Bâtisse Assurance Royale,
No 2, Place d'Armes.
Montréal, 7 août 1907. 2497

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
In re A. Marineau et al, Demandeurs ;

J. W. Guimond, entrepreneur, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 5e jour d'août 1907, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

69, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 5 août 1907. 2491

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 91.

Dans l'affaire de "The Moseley Shoe Leather Co., Limited", En liquidation.

Avis est par le présent donné que le 5e jour d'août 1907, les soussignés ont été nommés par un ordre de la cour, liquidateurs conjoints des biens de la dite compagnie.

Les réclamations assermentées doivent être déposées entre nos mains sous trente jours de la date de cet avis.

W. J. MUNDELL,
W. J. HENDERSON,
Liquidateurs conjoints.

Chambre 61, Alliance Bldg,
107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 6 août 1907. 2485

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de "The D. A. McPherson Produce Co., Ltd.", En liquidation.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé liquidateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
Liquidateur.

Montréal, 3 août 1907. 2465

All parties having claims against this estate are hereby called upon to file same at our office within 30 days from this date.

G. A. SAVAGE,
A. K. FISK,
Joint curators.

Office of Savage & Fisk,
Chartered accountants,
Sovereign Bank Building.
Montreal, 7th August, 1907. 2506

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court*
No. 139.

In re Alfred Morin, carriage maker, Saint Philippe d'Argenteuil, P. Q.

Notice is given that on the fifth day of August, 1907, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Terrebonne.

A. LAMARCHE,
Subrogated provisional guardian.

Royal Insurance Building,
No. 2, Place d'Armes.
Montreal, 7th August, 1907. 2498

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In re A. Marineau et al, Plaintiffs ;

J. W. Guimont, contractor, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 5th day of August, 1907, appointed curator to the estate of the said defendant, of which he has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 5th August, 1907. 2492

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 91.

In the matter of The Moseley Shoe Leather Co., Limited, In liquidation.

Notice is hereby given that on 5th August, 1907, the undersigned have been appointed by an order of the court, joint liquidators to the said insolvent company.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from date of this notice.

W. J. MUNDELL,
W. J. HENDERSON,
Joint liquidators.

Room 61, Alliance Building,
107, Saint James street.
Montreal, 6th August, 1907. 2486

NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of The D. A. McPherson Produce Co., Ltd, In liquidation.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed liquidator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
Liquidator.

Montreal, 3rd August, 1907- 2466

AVIS

Dans l'affaire de Standard Coal Company Limited,
En liquidation.

Avis est par le présent donné que les soussignés, comptables licenciés, ont été nommés liquidateurs officiels dans la susdite affaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les biens de la susdite compagnie sont par les présents requises de les produire dans notre bureau sous 30 jours de cette date.

G. A. SAVAGE,
A. K. FISK,
Liquidateurs conjoints.

Bureau de Savage & Fisk,
Comptables licenciés,
Sovereign Bank Building,
Montréal, 2 août 1907.

2453

NOTICE.

In the matter of Standard Coal Company Limited,
In liquidation.

Notice is hereby given that the undersigned, chartered accountants, have been appointed official liquidators in the above matter.

All parties having claims against this estate are hereby called upon to file same at our office within 30 days from this date.

G. A. SAVAGE,
A. K. FISK,
Joint liquidators.

Office of Savage & Fisk,
Chartered accountants,
Sovereign Bank Building,
Montreal, 2nd August, 1907.

2454

Licitation

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans la cité de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, rendu le vingt-quatrième jour de juin 1907, dans une cause ou Albert Charles Donnelly, machiniste, et Catherine Sarah Donnelly, fille majeure, tous deux des cité et district de Montréal, sont Demandeurs; et Jane Nicholson, du canton de Hinchinbrooke, dans le comté de Huntingdon et district de Beauharnois, fille majeure, Dame Margaret Nicholson, des cité et district de Montréal, veuve de feu Thomas Butler Boyce, en son vivant de San Francisco, dans l'état de Californie, un des états-unis d'Amérique; Dame Elizabeth Nicholson, du dit canton de Hinchinbrooke, épouse séparée de biens de John Barker, du village de Huntingdon, dans les dits comté et district, forgeron, autorisée à l'effet des présentes par son dit mari, et le dit John Barker, dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; John Gilmour, du dit village de Huntingdon, journalier, en sa qualité de tuteur dument nommé à Gladys May Donnelly, enfant mineur, issu du mariage de feu John Donnelly, en son vivant de la cité de Winnipeg, dans la province de Manitoba, avec Dame Annie Elizabeth Arbutnot, son épouse, pour l'administration de sa propriété immobilière, située dans le dit district de Beauharnois seulement, et le dit John Gilmour, en sa qualité de tuteur dument nommé à James Andrew Donnelly, enfant mineur, issu du mariage de feu James Andrew Donnelly, en son vivant du canton de Godmanchester, dans le dit district de Beauharnois, avec Dame Margaret Jane Sproule, son épouse, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'une certaine propriété immobilière située dans le dit canton de Godmanchester, dans le dit district de Beauharnois, et décrite comme suit, à savoir :

Ce lot de terre sis et situé dans le canton de Godmanchester, dans le comté de Huntingdon, dans le dit district de Beauharnois, connu et désigné comme lot numéro trois cent soixante et sept (367), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Godmanchester—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1907, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la dite cité de Salaberry de Valleyfield, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi; sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le

Licitation

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Salaberry of Valleyfield, in the district of Beauharnois, rendered on the twenty fourth day of June, 1907, in a cause in which Albert Charles Donnelly, machinist, and Catherine Sarah Donnelly, spinster, and of the age of majority, both of the city and district of Montreal, are Plaintiffs; and Jane Nicholson, of the township of Hinchinbrooke, in the county of Huntingdon and district of Beauharnois, spinster, and of the age of majority, Dame Margaret Nicholson, of the city and district of Montreal, widow of the late Thomas Butler Boyce, in his lifetime of San Francisco, in the state of California, one of the united states of America; Dame Elizabeth Nicholson, of the said township of Hinchinbrooke, wife separate as to property of John Parker, of the village of Huntingdon, in said county and district, blacksmith, thereto duly authorized by her said husband, and the said John Barker, for the purpose of authorizing his said wife therein; John Gilmour, of the said village of Huntingdon, laborer, in his quality of tutor duly appointed to Gladys May Donnelly, a minor child, issue of the marriage of the late John Donnelly, in his lifetime of the city of Winnipeg, in the province of Manitoba, with Dame Annie Elizabeth Arbutnot, his wife, for the administration of her immoveable property, situate in the said district of Beauharnois only, and the said John Gilmour, in his quality of tutor duly appointed to James Andrew Donnelly, a minor child, issue of the marriage of the late James Andrew Donnelly, in his lifetime of the township of Godmanchester, in said district of Beauharnois, with Dame Margaret Jane Sproule, his wife, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable property situated in the said township of Godmanchester, in said district of Beauharnois, and described as follows, to wit :

That certain lot of land lying and situate in the township of Godmanchester, in the county of Huntingdon, in said district of Beauharnois, and known and designated as lot number three hundred and sixty seven (367), upon the official plan and book of reference of the said township of Godmanchester— together with the buildings thereon erected.

The immoveable property above described will be put up to auction and adjudged to the last and high bidder, on the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER, 1907, in the court room of the court house, in the said city of Salaberry de Valleyfield, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court,

jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

DUNCAN McCORMICK,

Procureur des demandeurs.

Salaberry de Valleyfield, 5 août 1907. 2451
[Première publication, 10 août 1907.]

at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

DUNCAN McCORMICK,

Attorney for plaintiffs.

Salaberry of Valleyfield, 5th August, 1907. 2452
[First published, 10th August, 1907.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } THE MATHEW MOODY
No 265. } & SONS CO. LIMITED,

Demandeurs; vs ALFRED BOSSÉ, Défendeur.

Le quart sud-ouest du lot de terre numéro vingt-trois, dans le sixième rang du canton de Tingwick, maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Tingwick, sous le numéro six cent trente-huit (638) avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint Patrice de Tingwick, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT prochain 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 juillet 1907. 2249.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THE MATHEW MOODY
No. 265. } & SONS CO. LIMITED,

Plaintiff, vs ALFRED BOSSÉ, Defendant.

The south west quarter of lot of land number twenty three, in the sixth range of the township of Tingwick, now known and described on the official plan and book of reference for said township of Tingwick, under number six hundred and thirty eight (638)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Patricks of Tingwick, on the TWENTY FIRST day of AUGUST next, 1907, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 17th July, 1907. 2250
[First published, 20th July, 1907.]

Ventes par le Shérif—Beauce

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District of Quebec.

Beauce, à savoir: } PHILEAS LAFLAMME, De-
No 2350. } mandeur; contre PHIDIME
CARBONNEAU, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Anselme, concession Sainte-Anne, faisant partie et à distraire du lot numéro deux cent trente-cinq (235), côté nord, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Anselme, contenant soixante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, pour le tout; borné en front, à l'est, au chemin public du lieu, en arrière, à l'ouest, au bout de la dite profondeur au terrain de James alias J. Etienne Bouchard ou représentants, faisant partie du dit lot No 235, au sud, à ce dernier, et du côté nord au terrain de Charles Audet—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anselme, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain 1907, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 5 août 1907. 2467

[Première publication, 10 août 1907.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit: } PHILEAS LAFLAMME,
No. 2350. } Plaintiff; against PHIDIME
CARBONNEAU, Defendant

An emplacement situate in the parish of Saint Anselme, concession Sainte Anne, forming part of and to be deducted from lot number two hundred and thirty five (235), north side, of the official cadastre of the said parish of Saint Anselme, containing sixty feet in front by one hundred feet in depth, english measure, the whole more or less; bounded in front, to the east, by the public road of the locality, in rear, to the west, at the end of the said depth by the land of James alias J. Etienne Bouchard or his representatives, forming part of the said lot No. 235, to the south by this latter, and on the north side to the land of Charles Audet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anselme, on the TENTH day of SEPTEMBER next, 1907, at ONE of the clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village Saint Joseph, Beauce, 5th August, 1907. 2468

[First published, 10th August, 1907.]

Ventes par le Sh. rif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **LA COMPAGNIE DES-**
No 1659. } **JARDINS**, corps poli-
tique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Saint-André de Kamouraska, Demandeuse ; contre **PIERRE ALIAS PITRE POTVIN**, Défendeur.

Les lots de terre numéros quarante et quarante et un (40 et 41), du quatrième rang du canton de Delisle, de la contenance de cent acres chacun des lots, en superficie—avec les bâtisses, circonstances et dépendances, et le moulin à scie sur les dits lots construit avec ses accessoires, étant les numéros quarante et quarante et un (40 et 41), du quatrième rang susdit d'après le cadastre officiel du canton Delisle.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur de Marie, canton Delisle, à DIX heures de l'avant midi, le **VINGT ET UNIÈME** jour du mois d'**AOUT** prochain.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif,

Chicoutimi, 11 juillet 1907.

[Première publication, 20 juillet 1907.]

Shérif.

2275.2

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi to wit : } **A COMPAGNIE DES-**
No. 1659 } **JARDINS**, a body poli-
tic and corporate, having its principal business office at St André de Kamouraska, Plaintiff ; against **PIERRE ALIAS PITRE POTVIN**, Defendant.

The lots of land numbers forty and forty-one (40 and 41), of the fourth range of the township of Delisle, containing one hundred acres each in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the saw mill built on the said lots with its accessories, being the lots numbers forty and forty one (40 and 41), of the fourth range aforesaid, according to the official cadastre of the township Delisle.

To be sold in block at the church door of the parish of Le Saint Cœur de Marie, township Delisle, at **TEN o'clock** in the forenoon, on the **TWENTY FIRST** day of the month of **AUGUST** next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 11th July, 1907.

[First published, 20th July, 1907.]

Sheriff.

2276

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } **MARTIAL CAOUCETTE**,
No 229. } rentier, de la paroisse
de Saint-Jean-Port-Joli, dans le comté de l'Islet, Demandeur ; contre **SALUSTE FORTIN**, cultivateur, du même lieu que susdit, Défendeur.

1° Une terre située dans le second rang de la susdite paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, de quatre arpents de front sur la profondeur du dit rang, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la susdite paroisse, sous les numéros (462-463) quatre cent soixante-deux et quatre cent soixante-trois—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire des dits lots de terre les parties vendues à Pierre St. Pierre, Calixte St. Pierre et Frédéric Caron, les dites parties tel que rendus.

2° Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Aubert, ayant un arpent de front sur dix-sept arpents de profondeur, désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Aubert, sous le numéro trois cent quatre-vingt-treize (393)—circonstances et dépendances.

La dite vente, à la charge par l'adjudicataire, de payer, acquitter et remplir toutes les obligations imposées au donataire, par et en vertu d'un acte de donation passé devant M^{re} Verreault, notaire, le 26 août 1904, dans lequel le demandeur a donné à son fils, Joseph Caouette, les immeubles sus-décrits, tant en faveur du donateur et son épouse, que de toutes autres personnes mentionnées au dit acte.

Pour être vendus, premièrement, les lots Nos 462, 463, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } **MARTIAL CAOUCETTE**,
No. 229. } of the parish of Saint
Jean Port Joli, in the county of L'Islet, gentleman, Plaintiff ; against **SALUSTE FORTIN**, of the same place, farmer, Defendant.

1. A farm situate in the second range of the said parish of Saint Jean Port Joli, of four acres in front by the depth of the said range, known and distinguished on the official plan and book of reference of the cadastre of the aforesaid parish, under the numbers four hundred and sixty two and four hundred and sixty three (462-463)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted from the said lots of lands the parts sold to Pierre St. Pierre, Calixte St. Pierre and Frederic Caron, the said parties *tel que rendus*.

2. A farm situate in the second range of the parish of Saint Aubert, having one acre in front by seventeen acres in depth, distinguished on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Aubert, under the number three hundred and ninety three (393)—circumstances and dependencies.

The said sale, at the charge by the purchaser, of paying, acquitting and fulfilling all the obligations imposed on the donee, under and in virtue of a deed of donation passed before Mr. Verreault, notary, on the 26th August, 1904, in which the plaintiff gave to his son, Joseph Caouette, the moveables above described, as well in favor of the donor and his wife, as of all other persons mentioned in the said deed.

To be sold, firstly, the lots Nos. 462 and 463, at the church door of the parish of Saint Jean Port

Jean-Port-Joli, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1907, à ONZE heures du matin ; deuxièmement, le lot No 393, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Aubert, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1907, à UNE heure de l'après-midi.

GEO. ROY,
Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 6 août 1907. 2481
[Première publication, 10 août 1907].

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Joliette.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH ARMAND LAMBERT**, marchand,
No 7325. }

de la ville des Laurentides, dans le district de Joliette, Demandeur ; contre les terres et tenements de FRANCOIS CHARBONNEAU, de la paroisse de Saint-François de Sales, dans le district de Montréal, Défendeur, et N. Rouleau, adjudicataire.

Un terrain de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro trois cent quarante (340), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le comté de Laval, ayant deux arpents de largeur à la frontière sur une profondeur de trois arpents, et un arpent et demi de largeur à la profondeur, le tout plus ou moins, borné en front au chemin macadamisé allant à Terrebonne, d'un côté au numéro trois cent quarante-deux, et de l'autre côté au reste du dit numéro trois cent quarante (340), appartenant à A. W. Meunier, en arrière par le numéro cent deux, de Saint-François de Sales—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu lieu le sept juin mil neuf cent six, aura lieu de nouveau à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, à la folle enchère de N. Rouleau, le ci devant adjudicataire, sous toutes peines que de droit et même par contrainte par corps.

J. R. THIBAudeau, Shérif.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 7 août 1907. 2503
[Première publication, 10 août 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PATRICK CONNOLLY**,
No 1893. } Inspecteur sanitaire, de

la cité et du district de Montréal, et al, Demandeurs, et David Medill, lieutenant de police, du même lieu, Demandeur *ès-qualité* ; contre les terres et tenements de LEONARD PROWSE, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Phidélma et Léonard.

1° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, où il est connu et désigné sous le numéro vingt et un, du lot de subdivision numéro trois mille trois cent soixante et neuf A (No 3369 A-21), au livre de renvoi et sur le plan officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds et cinq pouces de largeur sur soixante et quinze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins ; borné en front par la rue Ryde.

2° Un autre lot de terre voisin de celui ci-dessus

Joli, of the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, 1907, at ELEVEN of the clock in the forenoon ; secondly, the lot 393 at the church door of the parish of Saint Aubert, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, 1907, at ONE of the clock in the afternoon.

GEO. ROY,
Sheriff's Office, Shérif.
Montmagny, 6th August, 1907. 2482
[First published, 10th August, 1907.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—District of Joliette.

Montreal, to wit : } **JOSEPH ARMAND LAMBERT**, merchant, of the town of the Laurentides, in the district of Joliette, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANCOIS CHARBONNEAU, of the parish of Saint François de Sales, in the district of Montreal, Defendant, and N. Rouleau, purchaser.

A lot of land of irregular farm, forming part of lot number three hundred and forty (340), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Vincent de Paul, in the county of Laval, being two acres in width at the front, on a depth of three acres and one acre and a half in width at the depth, the whole more or less ; bounded in front by the macadamized road going to Terrebonne, on one side by number three hundred and forty two, and on the other side to the remainder of the said number three hundred and forty (340), belonging to A. W. Meunier, in rear by number one hundred and two, of Saint François de Sales—with house and other buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which took place on the seventh of June, nineteen hundred and six, will take place again at the door of the parish church of the parish of Saint Vincent de Paul, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon, at the *folle enchère* of N. Rouleau, the former purchaser, under all the penalties of the law and even by *contrainte par corps*.

J. R. THIBAudeau, Shérif.

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 7th August, 1907. 2504
[First published, 10th August, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PATRICK CONNOLLY**,
No. 1893. } Sanitary inspector, of the city and district of Montreal, et al, Plaintiffs, and David Medill, police lieutenant, of the same place, Plaintiff, *ès-qualité* ; against the lands and tenements of LEONARD PROWSE, of the city and district of Montreal, as well personally as in his quality of tutor to his minor children, Phidélma and Leonard.

1. A lot of land lying in Saint Gabriel ward, of the city of Montreal, where it is known and designated under the number twenty one, of subdivision lot number three thousand three hundred and sixty nine A (No. 3369 A-21), in the book of reference and on the official plan of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty five feet and five inches in width by seventy five feet and six inches in depth, english measurement, the whole more or less ; bounded in front by Ryde street.

2. Another lot of land adjoining that one here-

décrit, situé dans le quartier et cité ci-dessus, où il est connu et désigné comme lot numéro vingt-deux, du lot de subdivision numéro trois mille trois cent soixante et neuf A (No 3369 A-22), et subdivision deux, du lot numéro trois mille trois cent quarante (No 3340 S-2); au livre de renvoi et sur le plan officiel de la dite municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds et six pouces de largeur sur soixante et dix-neuf pieds et cinq pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la dite rue Ryde—avec ces deux lots sont compris la maison et le magasin sus-érigés, les deux paragraphes ci-dessus formant qu'un seul lot de terre

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 17 juillet 1907. 2277.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } **HENRY S. BORBRIDGE**,
No 1696. } marchand en gros et ma-
nufacturier, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario,
Demandeur; contre **WILLIAM J. ARDIES**, de
Maniwaki, district d'Ottawa, Défendeur, à savoir:
Lot numéro quarante sept (47), des plan et livre
de renvoi officiels du village de Maniwaki, dans le
district d'Ottawa; borné au sud par la rue Pakina-
watik, à l'ouest par la rue Notre-Dame, à l'est par
une ruelle, et au nord par le lot numéro 61—avec
toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT

Bureau du Shérif. Shérif.
Hull, 16 juillet 1907. 2251.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Hull.

Province de Québec, } **ALEXANDER FR A-**
District de Pontiac. } **SER**, en son vivant
No 1511. } de la cité d'Ottawa, dans
la province d'Ontario, marchand de bois, Deman-
deur; contre **WILLIAM PERRY ALIAS PERIE**,
ci-devant du canton de l'Île aux Allumettes, dans
le district de Pontiac, maintenant de lieux incon-
nus, Défendeur, et **John Burns Fraser et al**, par
reprise, à savoir:

La moitié indivise de ce morceau de terre dans le canton de l'Île aux Allumettes, dans le comté de Pontiac, dans la province de Québec, connue et désignée comme lot numéro vingt-cinq (25), dans le rang est du canton de l'Île aux Allumettes—ensem-

above described, lying in the above ward and city, where it is known and designated as the lot number twenty two, of subdivision lot number three thousand three hundred and sixty nine A (No. 3369 A-22), and subdivision two, of lot number three thousand three hundred and forty (No. 3340-S 2), in the book of reference and on the official plan of the said municipality of the parish of Montreal, containing twenty five feet and six inches in width by seventy nine feet and five inches in depth, more or less, english measurement; bounded in front by said Ryde street—with these two lots are comprised the house and shop thereon erected, the two above paragraphs forming one plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 17th July, 1907. 2278
[First published, 20th July, 1907.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **HENRY S. BORBRIDGE**,
No 1696. } wholesale merchant and
manufacturer, of the city of Ottawa, province of
Ontario, Plaintiff; against **WILLIAM J. ARDIES**,
of Maniwaki, district of Ottawa, Defendant, to wit:
The lot number forty seven (47), of the official
plan and book of reference of the village of Mani-
waki, in the district of Ottawa, bounded to the
south by Pakinawatik street, to the west by Notre-
Dame street, to the east by a lane, and to the
north by the lot number 61—with all the buildings
thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Shérif.
Hull, 16th July, 1907. 2252
[First published, 20th July, 1907.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Hull.

Province of Québec, } **ALEXANDER FR A-**
District of Pontiac. } **SER**, in his lifetime
No 1511. } of the city of Ottawa, in the
province of Ontario, lumberman, Plaintiff; against
WILLIAM PERRY ALIAS PERIE, formerly of the
township of Allumette Island, in the district of
Pontiac, now of parts unknown, Defendant, and
John Burns Fraser et al, par reprise, to wit:—

One undivided half of that certain piece or parcel of land, in the township of Allumette Island, in the county of Pontiac, in the province of Québec, described and known as lot number twenty five (25), in the east range of the township of Allu-

ble avec l'intérêt de la moitié des bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT prochain, dix neuf cent sept, à DIX heures de l'avant midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 15 juillet 1907. 2253.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

Ventes par le Shérif—Québec

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

MANDAT DE CURATEUR.

Québec, à savoir : } IN RE JOSEPH LACHANCE
No 2062. } ET AL, faillis ; et GEORGES
DARVEAU, curateur, à savoir :

1° Le lot No 847 (huit cent quarante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Victoria—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de \$5.00 payable le 29 septembre au Crédit Foncier Franco-Canadien.

2° La partie nord-est du lot No 844 (huit cent quarante-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, contenant le dit lot dix-sept pieds de front sur trente pieds de profondeur, plus ou moins ; bornée au sud à l'autre partie du dit lot No 844, au nord au No 428, des concessions de la rue Metcalf, à l'ouest à ce qui reste du dit lot No 844, et à l'est au lot de terrain ci-dessus décrit, No 847, étant un terrain situé sur la rue Victoria—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de \$3.00, payable le 29 septembre au Crédit Foncier Franco-Canadien.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 8 août 1907. 2509
[Première publication, 10 août 1907.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.—Quebec.

No 631. } P. T. LÉGARE, Demandeur ; contre
savoir : } P. ULRIC PAQUET, Défendeur,

Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres, possédés par le dit Ulric Paquet, sur le lot 58, 7e rang, canton Awantjish, paroisse de Sainte-Marie de Sayabec.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, le VINGT-ÈME jour d'AOUT 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 17 juillet 1907. 2291.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

mette Island—together with one half interest in the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registrar office in the village of Bryson, on the TWENTY FIRST day of AUGUST next, nineteen hundred and seven, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Shérif.
Bryson, 15th July, 1907. 2254
[First published, 20th July, 1907.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

CURATOR'S WARRANT.

Québec, to wit : } IN RE JOSEPH LACHANCE
No. 2062. } ET AL, insolvents ; and
GEORGES DARVEAU, curator, to wit :

1. The lot number eight hundred and forty seven (847), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situated on Victoria street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual and constituted rent of \$5.00, payable on the 29th September to the "Crédit Foncier Franco-Canadien."

2. The north east part of lot number eight hundred and forty four (844), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, the said lot containing seventeen feet in front by thirty feet in depth, more or less ; bounded on the south by the other part of the said lot No. 844, on the north by No. 428, of the concessions of Metcalf street, on the west by what is left of the said lot No. 844, and on the east by the lot of land hereinabove described, No. 847, being a lot of land situate on Victoria street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual and constituted rent of \$3.00, payable on the 29th September to the "Crédit Foncier Franco-Canadien."

To be sold at my office, at the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 8th August, 1907. 2510
[First published, 10th August, 1907.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Quebec.

No. 631. } P. T. LÉGARE, Plaintiff ; against
to wit : } P. ULRIC PAQUET, Defendant,

All the rights of clearances, improvements, buildings and others, held by the said Ulric Paquet, on lot 58, 7th range, township Awawjish, of the parish of Sainte Marie de Sayabec.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Sayabec, on the TWENTIETH day of AUGUST, 1907, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Rimouski, 17th July, 1907. 2292
[First published, 20th July, 1907.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

Sheriff's Sales—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **LOUISE DUPERRÉ**, veuve
No 12. } de feu Auguste Simard,
en son vivant de la paroisse de la Baie Saint-Paul,
cultivateur et marchand, Demanderesse ; vs **DAME**
LUCE DUFOUR, veuve de feu Joseph Hidalla
Tremblay, en son vivant de la paroisse de Saint-
Louis de l'Isle-aux-Coudres, journalier, tant per-
sonnellement qu'en sa qualité de tutrice nommée en
justice aux enfants mineurs issus de son mariage
avec le dit feu Joseph Hidalla Tremblay, actuelle-
ment, la dite Luce Dufour, de la cité de Montréal,
Défenderesse.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-
Louis de l'Isle-aux-Coudres—avec bâtisses dessus
construites, ayant un arpent de front sur un arpent
de profondeur, étant le dit emplacement la partie
nord du lot numéro trente-trois (33), des plan et
livre de renvoi officiel de la paroisse de Saint-Louis
de l'Isle-aux-Coudres, dans le rang de la Branche,
entre la route, au nord, le chemin public, au nord-
ouest, et Louis Tremblay et ses représentants au
sud et au nord-est.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Louis de l'Isle-aux-Coudres le
VINGT-SIXIEME jour d'**AOÛT** prochain, à **DIX**
heures du matin.

ELIE MALTAIS,Bureau du Shérif,
Malbaie, 15 juillet 1907.Shérif,
2241.2

[Première publication, 20 juillet 1907.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **LOUISE DUPERRÉ**, widow
No. 12. } of the late Auguste Simard,
in his lifetime of the parish of Baie Saint-Paul, far-
mer and merchant, Plaintiff; against **DAME**
LUCE DUFOUR, widow of the late Joseph Hi-
dalla Tremblay, in his lifetime of the parish o
Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, laborer, as well
personally as in her quality of tutrix appointed by
law to the minor children issue of her marriage
with the said late Joseph Hidalla Tremblay, the said
Luce Dufour, being actually of the city of Montreal,
Defendant.

A lot in the parish of Saint-Louis de l'Isle aux
Coudres.—with buildings thereon erected, measur-
ing one arpent in front by one arpent in depth,
said lot being the north part of lot number thirty
three (33), of the official plan and book of reference
of the parish of Saint-Louis de l'Isle aux Coudres,
in the range de la Branche, between the by-road,
on the north the public road, on the north west,
and Louis Tremblay and his representatives on the
south and on the north east.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, on the **TWENTY**
SIXTH day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in
the forenoon.

ELIE MALTAIS,Sheriff's Office,
Malbaie, 15th July, 1907.Sheriff,
2242

[First published, 20th July, 1907.]

Ventes par le Shérif—St-François

Sheriff's Sales—St. Francis

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Saint-François, à savoir : } **LA BANQUE MOL-**
No 210. } **SON**, Demande-
resse ; vs **NAPOLEON ROY ET AL.**, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit Napoléon Roy,
un des défendeurs en cette cause :

Un emplacement faisant partie du terrain main-
tenant connu et désigné aux plan du cadastre et
livre de renvoi officiel de la paroisse de Ham, sous
le numéro quatorze A (partie 14 A), du premier
rang du dit canton Ham, dans le comté de Wolfe,
mesurant cent trente-quatre pieds de front, plus ou
moins sur une profondeur de cent pieds, plus ou
moins ; le dit emplacement est borné en front vers
le nord-ouest, au chemin public d'entre les cantons
de Ham et de Tingwick, joignant du côté sud-ouest,
partie à un emplacement d'une maison d'école et
partie au donateur (David Champoux), et en
profondeur vers le sud-est et du côté nord-est, au
dit donateur—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Adrien de Ham, le **DIXIEME**
jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **UNE** heure de
l'après-midi.

R. A. BIRON,Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 7 Août 1907.Député shérif.
2501

[Première publication, 10 août 1907.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Arthabaska.*

Saint Francis, to wit : } **LA BANQUE MOL-**
No 210. } **SON**, Plaintiff ; vs
NAPOLEON ROY ET AL., Defendants.

Seized as belonging to the said Napoleon Roy,
one of the defendant of this cause :

An emplacement forming part of the land now
known and distinguished on the official plan and
book of reference of the cadastre for the township
of Ham, under the number fourteen A (part 14 A),
of the first range of the said township of Ham, in
the county of Wolfe, measuring one hundred and
thirty four feet in front, more or less, on a depth of
one hundred feet, more or less ; the said emplace-
ment is bounded in front to the north west by the
public road between the townships of Ham and of
Tingwick, adjoining on one side to the south west,
partly to an emplacement of a school house and
partly to the donor (David Champoux), and in
depth to the south east and on the north east side,
to the said donor—with the buildings thereon
erected.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Adrien de Ham, on the **TENTH** day of
SEPTEMBER next, at **ONE** of the clock in the
afternoon.

R. A. BIRON,Sheriff's Office,
Sherbrooke, 7th August, 1907.Deputy Sheriff.
2502

[First published, 10th August, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **JOSEPH ALPHONSE**
No 991. } **BEGIN**, de la ville

de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, notaire public, Demandeur ; contre **DAME JOSEPH ST. HILAIRE**, de la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, veuve de feu Joseph St. Hilaire, en son vivant de la ville de Windsor Mills, dit district, journalier, et Joseph Bolduc, de la dite ville de Windsor Mills, en sa qualité de tuteur à Joseph St. Hilaire et Marie Louise St. Hilaire, enfants mineurs issus du mariage de la dite Dame Joseph St. Hilaire et son mari susdit, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, le dit défendeur Joseph Bolduc, en sa qualité susdite.

Tout le lot de terre situé sur la rue Saint George, dans la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, et décrit sous le numéro six cent trente trois (633), d'après les plan et livre de renvoi officiels du village de Windsor Mills, mesurant quarante-trois pieds et quatre pouces en largeur par huit rods (perches) en profondeur—avec, de plus, toutes les bâtises sus érigées et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans la ville de Windsor Mills, le VINGTIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 16 juillet 1907. 2:55.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **JOSEPH ALPHONSE**
No. 991. } **BEGIN**, of the town of

Windsor Mills, in the district of Saint Francis, notary public, Plaintiff ; against **DAME JOSEPH ST. HILAIRE**, of the town of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, widow of the late Joseph St. Hilaire, in his lifetime of the town of Windsor Mills, said district, laborer, and Joseph Bolduc, of the said town of Windsor Mills, in his quality of tutor to Joseph St. Hilaire and Marie Louise St. Hilaire, minor children issue of the marriage of the said Dame Joseph St. Hilaire, and her husband aforesaid, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the said defendant Joseph Bolduc, in his quality aforesaid.

The whole lot of land situated on Saint George street, in the town of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, and described as number six hundred and thirty three (633), on the official plan and book of reference of the village of Windsor Mills, measuring forty three feet four inches in width by eight rods (perches) in depth—with, moreover, all the buildings thereon erected and other dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe de Windsor, in the town of Windsor Mills, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 16th July, 1907. 2256
[First published, 20th July, 1907.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **TELESPHORE BRU-**
No 579. } **NELLE**, Deman-

deur ; vs **VALERE GARCEAU**, Défendeur.
Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, à l'endroit appelé "Baie Shawinigan," formant partie du lot numéro quatre (4), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, contenant trente pieds de front sur cent pieds de profondeur ; borné en front au chemin, en arrière et au sud-ouest à Joseph Grenier, et au nord-est à Henri Blanchard—avec toutes les bâtises dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le ONZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 août 1907. 2519
[Première publication, 10 août 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **PHILIPPE DUCHES-**
No 88. } **NEAU ET AL.**, Do-

mandeurs ; vs **THEOPHILE DESAULNIERS**, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Jacques des Piles, dans le deuxième rang est de la rivière Saint-Maurice, désigné par le numéro dix-sept (17), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain,

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **TELESPHORE BRU-**
No. 579. } **NELLE**, Plaintiff ;

vs. **VALERE GARCEAU**, Defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, at the place called "Baie Shawinigan," forming part of lot number four (4), of the official plan and book of reference of the cadastre of registration made for the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, containing thirty feet in front by one hundred feet in depth ; bounded in front by the road, in rear and to the south west by Joseph Grenier, and to the north east by Henri Blanchard—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 7th August, 1907. 2520
[First published, 10th August, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **PHILIPPE DUCHES-**
No. 88. } **NEAU ET AL.** Plaintiffs ;

vs **THEOPHILE DESAULNIERS**, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Jacques des Piles, in the second range east of the river Saint Maurice, described as number seventeen (17), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain

pour partie du township Radnor, contenant environ quatre vingt-quatre arpents en superficie — avec bâties, circonstances et dépendances. A distraire du dit immeuble une étendue d'environ trente arpents, appartenant à Alexis Desaulniers, de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, renfermé dans les bornes suivantes ; borné vers l'ouest par la rivière Saint-Maurice, vers l'est par le chemin de fer Canadien du Pacifique, vers le nord par le terrain de Charles Lupien, et vers le sud par le terrain de Charles Doucet. A la charge par l'adjudicataire ou les adjudicataires du dit immeuble, de remplir conjointement et solidairement envers Alexis Desaulniers, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, et aussi envers Dame Marie Poisson, son épouse, les clauses, charges et conditions mentionnées dans l'acte de donation, consenti le onzième jour du mois de janvier mil huit cent quatre vingt-dix-neuf, par le dit Alexis Desaulniers à Théophile Desaulniers, devant maître D. T. Trudel, notaire, dûment enregistré le vingtième jour de janvier 1899.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, le VINGT ET UNIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 juillet 1907. 2273.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières à savoir : } LA BANQUE DE QUEBEC, No 597. } EEC, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse ; vs WILFRID MONGRAIN ET AL, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire Epiphane Mongrain :

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Séverin, dans le village, de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure française ; borné en front par le chemin public, en arrière par Hubert Francoeur, d'un côté par Antoine Vandal, et d'autre côté par Hubert Francoeur, le dit terrain ou emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante deux (552), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de St-Tite—avec bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Séverin, le VINGTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 juillet 1907. 2271.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit, comté de Champlain.—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } PIERRE GRAVEL ET J. G. DUHAMEL, faisant affaires ensemble comme importateurs en gros et d'articles pour selliers et voituriers, en la cité de Montréal, sous les nom et raison de Gravel & Duhamel. Demandeurs ; contre CHARLES BORROMEE COMEAU, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère ; borné en front par la rue Saint-André, en arrière et d'un côté par deux rues, et d'autre côté par le terrain de Joseph Bouchard, mesurant quatre-vingt dix pieds de largeur et soixante pieds de profondeur, plus ou moins, officiellement désigné comme faisant partie des numéros cent trente-sept et cent trente-huit (partie 137 et partie 138), du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de

for part of the township Radnor, containing about ninety four arpents in area—with buildings, circumstances and dependencies. Reserving from the said lot an extent of about thirty arpents, belonging to Alexis Desaulniers, of the parish of Saint-Jacques des Piles, comprised within the following limits ; bounded on the west by river Saint Maurice, and the east by the Canadian Pacific Railway, on the north by the land of Charles Lupien, and on the south by the land of Charles Doucet. Subject to the charge upon the purchaser or purchasers of the said lot to fulfil jointly and severally to Alexis Desaulniers, farmer, of the parish of Saint Jacques des Piles, and also to Dame Marie Poisson, his wife, the clauses, charges and conditions mentioned in the deed of gift, passed on the eleventh day of the month of January, one thousand eight hundred and ninety nine, by the said Alexis Desaulniers to Théophile Desaulniers, before maître D. T. Trudel, notary, duly registered on the twentieth day of January, 1899.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jacques des Piles, on the TWENTY FIRST day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 17th July, 1907. 2274
[First published, 20th July, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } THE QUEBEC BANK, No. 597. } a body politic and corporate, having its principal business office in the city of Quebec, Plaintiff ; vs WILFRID MONGRAIN ET AL, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the said joint and several defendant, Epiphane Mongrain :

A lot or piece of land situate in the parish of Saint Severin, in the village, containing forty five feet in width by one hundred feet in depth, french measure ; bounded in front by the public road, in rear by Hubert Francoeur, on one side by Antoine Vandal, and in the other side by Hubert Francoeur, the said lot or piece of land known and described as forming part of the lot number five hundred and fifty two (552), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Tite—with building.

To be sold at the church door of the parish of Saint Severin, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 17th July, 1907. 2272
[First published, 20th July, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court, county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } PIERRE GRAVEL AND J. G. DUHAMEL, doing business together as wholesale importers of articles for saddlers and wheel-wrights, in the city of Montreal, under the style and firm of Gravel & Duhamel, Plaintiffs ; against CHARLES BORROMEE COMEAU, Defendant.

A lot situate in the town of Grand'Mère ; bounded in front by Saint Andrew street, in rear and on one side by two streets, and on the other side by the lot of Joseph Bouchard, measuring ninety feet in width and sixty feet in depth, more or less, officially described as forming part of numbers one hundred and thirty seven and one hundred and thirty eight (part 137 and part 138), of the hypothecary cadastre of Sainte Flore—with building.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'

Grand'Mère, le VINGTIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 juillet 1907. 2269.2
[Première publication, 20 juillet 1907.]

Mère, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, (17th July, 1907. 2270
[First published, 20th July, 1907.]

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 602.

Dame Eugénie Proteau, épouse de sieur Athanase Elzéar Poirier *alias* Joseph A. Poirier, de la cité de Québec, journalier, Demanderesse ;

vs

Le dit Athanase Elzéar Poirier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18ème jour de juillet 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 8 août 1907. 2515

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 602.

Dame Eugénie Proteau, wife of Mr. Athanase Elzéar Poirier *alias* Joseph A. Poirier, of the city of Quebec, laborer, Plaintiff ;

vs

The said Athanase Elzéar Poirier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 18th day of July, 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 8th August, 1907. 2516

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Herménégilde Lacerte, de Shawinigan Falls, Qué., a, le 8ième jour d'août 1907, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

H. LAMARRE,
Pro-gardien provisoire.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 8 août 1907. 2517

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 93.

Dans l'affaire de Geo. T. Martineau, hôtelier, Insolvable.

Avis est donné que, le 8e jour d'août 1907, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 8 août 1907. 2511

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 170.

Dans l'affaire de William J. Mackenzie (Mackenzie Trading Co.), Stanbridge Est, Qué.

Avis est par le présent donné que, le deuxième jour d'août 1907, par ordre de la cour supérieure, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées entre nos mains sous 30 jours de la date de cet avis.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

Chambre 220, Board of Trade Building, Montréal.
Montréal, 3 août 1907. 2513

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Herménégilde Lacerte, of Shawinigan Falls, Que., has, on the 8th day of August, 1907, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

H. LAMARRE,
Pro-provisional guardian.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 8th August, 1907. 2518

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 93.

In the matter of Geo. T. Martineau, hotelkeeper, Insolvent.

Notice is given that, on the 8th day of August, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 8th August, 1907. 2512

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 170.

In the matter of William J. Mackenzie (Mackenzie Trading Co.), Stanbridge East, Que.

Notice is hereby given that, on the second day of August, 1907, by an order of the superior court, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within 30 days from this notice.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Joint curators.

Room 220, Board of Trade Building, Montreal.
Montreal, 3rd August, 1907. 2514

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No 32.**

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—Dmes Blanchard vs Prud'homme, 1138 ; Campbell vs Bouchard, 1139 ; Cooke vs Dewar, 1138 ; Girard vs Raymond, 1138 ; Lemaitre dit Augé vs Boire, 1137 ; Laframboise vs Bouvrette, 1138 ; Silberman vs Stein, 1138 ; St. Denis vs Bertrand, 1138.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1127.

ASSURANCE :—Paroisse de La Présentation, 1137.

AVIS :—The Crawford Land Coy, 1131.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1133 ; Conseil législatif, 1132.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal, 1133.

EXAMEN :—Mesureurs de bois, 1132.

FAILLIS :—Bertrand, 1140 ; Bourque, 1139 ; Dewar, 1140 ; Fortier Frères, 1140 ; Guimond, 1141 ; Harper & Co, 1140 ; Lacerte, 1151 ; Mackenzie, 1151 ; Martineau, 1141 ; McPherson Produce Coy, 1141 ; Morin, 1141 ; Oceau, 1140 ; Standard Coal Co, 1142 ; Steel & Co, 1140 ; The Moseley Shoe Leather Co, 1141.

LETTRES PATENTES :—La Cie Desjardins, 1129 ; La Cie Minière de la Vallée de Saint-Maurice, 1130 ; The Northern Quebec Mining Development Coy, 1130.

NOMINATIONS :—Cour des commissaires :—Saint-Stanislas, 1127 ; Canton Eaton, 1128.
Juges de paix :—Trois-Rivières, 1127.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT — F. X. A. Boisseau, 1132.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres, 1128.

RESOLUTIONS :—Conseil municipal du comté de Montmagny, 1139 ; Conseil municipal du comté de Témiscouata, 1136.

VENTE PAR LICITATION :—Donnelly et uxors vs Delle Nicholson et al, 1142.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :—The Mathew Moody & Sons & Co vs Bossé, 1143.

BEAUCE :—Lafamme vs Carbonneau, 1143.

CHICOUTIMI :—Cie Desjardins et al vs Potvin, 1144.

MONTMAGNY :—Caouette vs Fortin, 1144.

MONTRÉAL :—Connolly et al vs Prowse, 1145 ; Lambert vs Charbonneau, 1145.

OTTAWA :—Borbridge vs Ardies, 1146.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 32.**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Blanchard vs Prud'homme, 1138 ; Campbell vs Bouchard, 1139 ; Cooke vs Dewar, 1138 ; Girard vs Raymond, 1138 ; Lemaitre dit Augé vs Boire, 1137 ; Laframboise vs Bouvrette, 1138 ; Silberman vs Stein, 1138 ; St. Denis vs Bertrand, 1138.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1127.

INSURANCE :—Parish of La Présentation, 1137.

NOTICE :—The Crawford Land Coy, 1131.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1133 ; Legislative Council, 1132.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Montreal Street Railway Mutual Benefit Association, 1135.

EXAMINATION :—Cullers, 1132.

INSOLVENTS :—Bertrand, 1140 ; Bourque, 1139 ; Dewar, 1140 ; Fortier Frères, 1140 ; Guimond, 1161 ; Harper & Co, 1140 ; Lacerte, 1151 ; Mackenzie, 1151 ; Martineau, 1141 ; McPherson Produce Coy, 1141 ; Morin, 1141 ; Oceau, 1140 ; Standard Coal Co, 1142 ; Steel & Co, 1140 ; The Moseley Shoe Leather Co, 1141.

LETTERS PATENT :—La Cie Desjardins, 1129 ; La Cie Minière de la Vallée de Saint-Maurice, 1130 ; The Northern Quebec Mining Development Coy, 1130.

APPOINTMENTS :—Commissioners court :—Saint-Stanislas, 1127 ; Township Eaton, 1127.
Justices of the peace :—Three Rivers, 1127.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—F. X. A. Boisseau, 1133.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1128.

RESOLUTIONS :—Municipal council of the county of Montmagny, 1139 ; Municipal council of the county of Témiscouata, 1136.

SALE BY LICITATION :—Donnelly et uxors vs Delle Nicholson et al, 1142.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—The Mathew Moody & Sons & Co vs Bossé, 1143.

BEAUCE :—Lafamme vs Carbonneau, 1143.

CHICOUTIMI :—Cie Desjardins et al vs Potvin, 1144.

MONTMAGNY :—Caouette vs Fortin, 1144.

MONTRÉAL :—Connolly et al vs Prowse, 1145 ; Lambert vs Charbonneau, 1145.

OTTAWA :—Borbridge vs Ardies, 1146.

PONTIAC :—Fraser vs Perry et al, 1146.

QUÉBEC :—Lachance et al, failli, 1147.

RIMOUSKI :—Légaré vs Pâquet, 1147.

SAGUENAY :—Duperré vs Dme Dufour, 1148.

SAINT-FRANÇOIS :—Bégin vs Dme St. Hilaire et al, 1149 ; La Banque Molson vs Roy et al, 1148.

TROIS-RIVIÈRES :—Banque de Québec vs Mongrain et al, 1150 ; Brunelle vs Garceau, 1149 ; Duchesneau et al vs Désaulnier, 1149 ; Gravel et al vs Comeau, 1150.

PONTIAC :— Fraser vs Perry et al, 1146.

QUÉBEC :—Lachance et al, insolvent, 1147.

RIMOUSKI :—Légaré vs Pâquet, 1147.

SAGUENAY :—Duperré vs Dme Dufour, 1148.

SAINT-FRANÇOIS :—Bégin vs Dme St. Hilaire, 1148 ; La Banque Molson vs Roy et al, 1149.

TROIS-RIVIÈRES :— The Quebec Bank vs Mongrain et al, 1150 ; Brunelle vs Garceau, 1149 ; Duchesneau et al vs Désaulnier, 1149 ; Gravel et al vs Comeau, 1150.

